

La situation politique de l'Europe

Nous avons fêté ce 25 mars le 60e anniversaire du traité de Rome. Ce Traité a mis en place des accords économiques comme jamais l'Europe n'en avait connu précédemment. Le marché européen est devenu un des plus grands au monde avec plus de 500 millions d'habitants. Depuis 1950, grâce à la coopération européenne, nous observons des États qui oeuvrent en commun au lieu de se faire la guerre. L'Europe contribue ainsi à l'effort de paix mondial. Nous sommes parvenus à créer un espace de libre circulation des personnes (Schengen) et une monnaie unique. Ce Traité de Rome a ouvert la voie à un processus de construction européenne, car l'Europe est d'abord un processus et il unit des diversités. Comme le rappelait Jean Monnet : « l'Europe ne coalise pas des états mais unit des peuples »¹.

Penchons nous d'abord sur les difficultés actuelles de l'Union européenne, à partir des crises majeures qui l'ont ébranlée (I), avant d'analyser les interrogations actuelles (II) et proposer un chemin d'espérance (III).

I - Au moins 5 crises ont ébranlé l'Europe récemment.

Elles ont créé soit une situation de blocage ou de grande inquiétude.

La crise grecque

Le « sauvetage » de la Grèce a été le test de la crédibilité de sa monnaie, l'euro, en tant que socle du projet européen. Les plans de sauvetage se succèdent et aucune « restructuration » de la dette n'a été décidée à ce jour et l'Europe reste avec un malaise. Si l'Euro garde sa solidité, la confiance s'est effritée, notamment entre les pays du Nord de l'Europe et ceux du Sud.

La crise syrienne

Les « printemps arabes » ont été des révoltes plus ou moins pacifiques ou violentes par lesquelles les peuples réclamaient plus de démocratie (Tunisie, Lybie, Egypte, Syrie...). Des réformes sont lancées, avec plus ou moins de succès pour la cause de la démocratie. En Syrie la crise se transforme guerre civile et les Etats-Unis avec des pays européens, la Turquie et la Russie décident d'intervenir. Bilan: 465 000 morts et disparus en six ans selon l'observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et trois millions de réfugiés jetés sur les routes du Moyen Orient et qui atteignent, par-delà la Turquie et la Grèce, le cœur de l'Europe. L'Allemagne est solidaire, la France bien hésitante. D'autres pays érigent des barbelés ou des murs, refusent leur « part » du fardeau.

¹ Washington - 1952

La Lybie, le Sahel et la corne de l'Afrique

Des Africains fuient la guerre ou la crise climatique. Il y a aussi la zone de grande difficulté entre la Libye et le Niger, conséquence de la discutable intervention militaire en Lybie où des acteurs tribaux se connectent à des organisations criminelles. Ils sont nombreux à venir de la Guinée ou du Sénégal, où il n'y a pas de guerre. Il faut y voir une perte de la confiance des jeunes dans leur pays, dans lequel ils ne voient plus d'avenir. L'échec de la répartition des réfugiés dans les pays européens montre pourtant la difficulté à partager le poids qui pèse sur l'Italie, pays par lequel entrent ces réfugiés.

La crise ukrainienne

Au départ, il y a la décision d'accepter l'offre d'association de l'Union européenne ou d'un rapprochement plus marqué à la Russie. La Crimée est purement et simplement annexée. L'Europe proteste. Des aides massives à l'Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie sont votées. L'Europe se divise. Pour certains, il faut tenir tête. Pour d'autres, le souci de la Russie de s'entourer d'une ceinture d'Etats neutres ou amis mérite respect.

Le Brexit

Ce fut un choc et une entrée dans une crise existentielle pour l'Europe. Ce vote confirme aussi le manque d'enracinement du « projet européen » au sein de la société et de la classe politique anglaise tout en mettant le doigt sur les défauts actuels de la construction européenne. Est-ce l'édifice qui s'écroule ou un temps favorable, un « kairós », qu'il ne faut pas rater ?

II. Une Europe qui s'interroge.

Les nationalismes

Un tableau inquiétant concerne la montée des populismes. Ce sont près d'une trentaine de partis populistes, extrémistes ou nationalistes qui pèsent aujourd'hui sur la vie politique en Europe. Cinq d'entre eux appartiennent à un gouvernement ou le dirigent. Tous ont une réelle influence sur les discours politiques. Cet aspect de la politique de l'Europe est donc particulièrement inquiétant. La peur du déclin, personnel et collectif, entraîne une volonté de repli sur l'espace national et le nationalisme réapparaît dans nombre de postures nationales, européennes ou internationales. L'actuelle crise de l'espace Schengen, avec son cortège de clôtures et de barbelés, en est l'illustration la plus récente. Des pulsions séparatistes sont à l'oeuvre en Catalogne et en Ecosse...

La question migratoire

Plusieurs questions se posent (le nombre, les quotas par pays, l'hospitalité, l'intégration, la protection...) mais la question la plus importante concerne l'illégalité massive qui entoure le phénomène migratoire. Il s'agit en fait de conjuguer l'humanité et la légalité. Il n'existe pas, aujourd'hui, de voies légales pour l'immigration en Europe issue des pays pauvres, mises à part quelques exceptions. En 2016, 180.000 personnes sont arrivées en Italie par la voie de la Méditerranée, donc sans aucun visa ni titre de séjour. N'est-il pas possible de négocier des accords avec les pays d'origine, leur demandant simultanément

de limiter les sorties de leurs citoyens avec de véritables politiques de co-développement en échange ? Il faut saluer ici la mise en place des couloirs humanitaires par la communauté Sant'Egidio et d'autres associations qui prévoient la délivrance de visas humanitaires à des personnes en état de vulnérabilité, en Italie et en France, pour les réfugiés de la guerre en Syrie et pour ceux de la Corne de l'Afrique.

La pauvreté.

Malgré une légère baisse, près d'un quart des européens étaient toujours « menacés de pauvreté » en 2015. Selon une étude de l'organisme Eurostat, 23,7% des habitants des pays membres se trouvent ou sont susceptibles de se retrouver dans une situation de pauvreté. Un chiffre égal à celui de 2008, avant que la crise ne le fasse grimper, frôlant même la barre des 25%.

Pour obtenir ces estimations, l'office statistique de l'Union européenne considère comme « menacée de pauvreté » une personne touchée par au moins un de ces trois critères suivants : la pauvreté monétaire, la faible intensité de travail et la privatisation matérielle sévère. Un peu moins de 120 millions de personnes sont concernés alors que l'Union européenne s'est fixée comme objectif de passer sous la barre des 100 millions d'ici 2020.

Sans surprise, les personnes sans emplois sont les plus à même de subir la pauvreté. 66,6% d'entre elles sont concernés. Mais l'emploi ne garantit en rien le risque d'exclusion : 12,5% des travailleurs européens se trouvent également dans une situation précaire.

La sécurité

Face au terrorisme, le besoin de renforcer la sécurité de l'union est unanimement partagé par les opinions. Les Vingt-Sept établissent le même diagnostic. Jamais l'UE n'a été aussi déstabilisée depuis la fin de la guerre froide. La menace vient du Sud – Moyen-Orient en plein chaos et pour longtemps –, avec les métastases terroristes que l'on sait et qui ne disparaîtront pas de sitôt. Elle vient de l'Est, avec une Russie pour le moins imprévisible. Cela requiert une coopération de tous les instants.

Le réchauffement climatique

Sécheresses d'ampleur inédite, inondations torrentielles, élévation du niveau des mers, chute des rendements agricoles, migrations humaines, etc., le changement climatique est une réalité qui touche nos vies.

Ses effets se font aussi sentir sur nos institutions politiques. Car, comme le soulignent les climatologues, si le réchauffement n'engendre pas forcément les crises, il en amplifie sévèrement les conséquences en poussant par exemple les populations à émigrer. Des terres arables, même en Europe se désertifient, l'accès à l'eau est plus difficile, d'où le risque de conflits. Tout l'enjeu pour les démocraties est d'éviter que la crise climatique actuelle ne débouche sur des conflits politiques, donc de mettre en place un type de développement pour faire face à ces défis et de le financer.

III. Quelle espérance ?

Les jeunes sont les plus européens

Représentant environ 20 % de la population de l'Union, soit près de cent millions de personnes, les 15-29 ans forment cette génération susceptible de raviver le souffle épuisé du projet européen puis d'en passer le relais . De par son âge, mais aussi par ses positions plus pro-européennes que la moyenne, comme l'a montré le référendum sur le Brexit, et certaines enquêtes, la jeunesse est l'espérance première.

Une piste pour éviter que l'Europe ne perde les jeunes générations : le renforcement du programme d'échanges universitaires Erasmus, symbole d'une UE qui marche et qui a profité à 3 millions d'Européens depuis sa création, en 1987. Destiné à devenir « Erasmus + », il concernera, outre les étudiants, les apprentis mais aussi les jeunes de quartiers populaires

L'attachement à l'Union, dont l'existence est souvent justifiée par la nécessité d'empêcher la guerre après les désastres de la première moitié du XXe siècle, ne tient pas aux mêmes ressorts pour les jeunes générations que pour les anciennes. Parler de paix aux jeunes n'est donc pas suffisant.

La crédibilité passe, aussi, par le fait de donner une vision, des perspectives ou encore d'avoir une relation plus directe entre les jeunes et les responsables européens.

Questionner l'Europe pour lui donner du sens

Des événements récents (le Brexit, l'élection française, la crise en Catalogne, l'immigration....) représentent, pour l'Europe, une occasion de se régénérer. Pour que l'esprit des débuts – celui des pères fondateurs – puisse continuer à vivre et à faire rêver, il importe de le réinventer. Il importe, surtout, de retisser des liens authentiques entre les gouvernants et les citoyens, entre les peuples. Ainsi en va-t-il de l'indispensable confiance des peuples européens sans laquelle rien n'est aujourd'hui possible.

N'hésitons pas à questionner l'Europe. Osons y voir un projet d'avenir avec un sens capable de soulever l'enthousiasme de ceux qui peuplent l'Europe dans leur diversité.

La paix et la prospérité dans lesquelles nous vivons ne doivent pas estomper les efforts à fournir pour préserver les liens qui nous unissent pour bâtir l'Europe de demain.

Nous avons des cultures différentes mais des valeurs communes. Ces valeurs peuvent nous aider à fonder une Europe confiante, souveraine et durable ; une Europe qui soit en mesure de prendre des risques.

Une Europe de fils

Nous sommes dans une « Europe fatiguée, doutant d'elle-même, une Europe grand-mère et non plus féconde et vivante » dans laquelle « les grands idéaux qui l'ont inspirée semblent avoir perdu leur force attractive, en faveur de la technique bureaucratique de ses institutions ».² Ces propos sont du pape François. Le pape nous rappelle nos origines, nous renvoie aux pères de l'Europe. Réinventer l'Europe, la refonder ne demande pas de se retourner en arrière mais d'agir en fils de ces visionnaires et hommes audacieux qu'ont été les pères de l'Europe.

C'est plus que jamais le moment de donner la parole aux Européens et à toutes les forces vives qui composent notre continent afin de redonner toute la vigueur à la démocratie et aux valeurs chèrement acquises.

Citons encore le pape : « pour marcher vers l'avenir, il faut le passé, de profondes racines sont nécessaires et il faut aussi le courage de ne pas se cacher face au présent et à ses défis. Il faut de la mémoire, du courage, une utopie saine et humaine ».³

² Discours du Pape François au Parlement Européen – Strasbourg – France – 24 novembre 2014

³ idem